

Coordination **BURESTOP** !

COMMUNIQUE 16 mai 2016 sur le web [ici](#)

Coordination BURESTOP (Burestop55, BZL, EODRA, Mirabel Lorraine Environnement, MNE,
Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château)
/ des opposant-es et habitant-es en lutte contre Cigeo de Bure et d'ailleurs

Loi Cigéo/BURE et Sénat, M. Michel Raison a tort

En édulcorant totalement son rapport, il tronque à nouveau le débat

La proposition de loi Longuet relative à Cigéo, examinée le 17 mai 2016 au Sénat, vise à donner le feu vert au stockage nucléaire souterrain, sous couvert de "phase-pilote". Le sénateur Michel Raison, rapporteur, vient d'effectuer un rapport express et tronqué. Comment les parlementaires peuvent-ils statuer sur un projet aussi démesuré avec aussi peu d'informations ?

La Coordination Burestop lance un appel à refuser cette proposition de loi car elle est dangereuse – tant vis-à-vis de la sûreté nucléaire que du point de vue éthique et démocratique. L'acceptation d'une telle proposition serait, pour la France, un pas de trop dans le vide.

Une loi de façade et une fausse phase-pilote

Cette proposition de loi est une arnaque montée de toutes pièces bien avant le débat public de 2013 (1). La « phase pilote » proposée par l'ANDRA n'est pas un nouveau laboratoire ou une prolongation des recherches. C'est bien la première tranche du projet Cigéo (2). D'après les dossiers de l'ANDRA (3), pendant cette [soi-disant phase de test](#) (4) entre 2018 et 2034, l'essentiel des infrastructures de Cigéo serait construit et 2 800 m³ de déchets hautement radioactifs seraient enfouis... Cette première tranche coûterait à elle seule 5,7 milliards d'euros (hors recherche) soit 95 % des provisions actuelles censées financer l'ensemble du projet Cigéo *. A charge pour nos descendants de trouver le complément, sans doute plusieurs dizaines de milliards d'euros...

Ces parlementaires déguisent leur proposition en loi sur la réversibilité (5) alors que ce débat serait repoussé en 2034, après la réalisation de cette première tranche industrielle (2). De plus la question centrale du projet Cigéo n'est pas la réversibilité, mais bien la faisabilité même du projet.

Des années de "labo" à Bure mais toujours autant d'inconnues majeures

Au laboratoire de Bure, un accident tragique a coûté la vie à un salarié suite à un éboulement au fond d'une galerie lors de tests destinés à valider des méthodes de creusement (6). Pour l'instant, le laboratoire de Bure comporte 1,6 km de galeries de petites dimensions sans aucun déchet stocké. Cigéo, ce serait 300 km de galeries bourrées d'un cocktail radioactif inflammable et explosif. Les 18 ans passés dans le laboratoire souterrain de Bure démontrent que les principaux problèmes scientifiques et techniques n'ont pas de solution. Autoriser les travaux de construction de Cigéo et de sa première tranche en 2018, comme le proposent ces parlementaires, serait pure folie.

Un rapport tronqué, faisant l'impasse sur les risques

Le Sénateur Michel Raison a produit un rapport dont l'édulcoration est inquiétante. Les auditions ont été menées en un temps record. Des informations essentielles apportées par un expert indépendant, Bertrand Thuillier, sur les principaux risques notamment, n'y figurent pas. De même pour des éléments communiqués par des opposants à Cigéo, relatifs au grave accident survenu dans le centre d'enfouissement américain WIPP, au bout de 15 ans de fonctionnement (7). Le Sénateur invite finalement "à adopter la proposition de loi permettant la poursuite du projet Cigéo dans des conditions garantissant à la fois la sûreté des installations (...)" (8) .

Faire, de la mort annoncée d'un territoire, une aubaine

L'auteur de la proposition de loi, Gérard Longuet a annoncé dans la presse locale 1500 à 2000 emplois et la "renaissance économique du département", opérant ainsi une incroyable opération de communication. Pourtant la région de Bure joue bien son avenir, sa sûreté, sa qualité de vie et ses véritables atouts, pour des siècles...

Stop à la fuite en avant !

Le projet Cigéo est dimensionné sur l'hypothèse de prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires jusqu'à 50 ans. Cette fuite en avant multiplierait par trois le stock des déchets déjà produits à l'heure actuelle. En pleine déroute financière, la filière électro-nucléaire est dans une situation très préoccupante. Au lieu d'engager un débat national, légitime, responsable et global sur cette filière en implosion, une poignée de parlementaires pro-nucléaires persiste à ne pas tirer le bilan des erreurs passées et à entraîner le pays délibérément dans le mur, tête baissée.

[Des actions d'interpellation ont eu lieu devant des permanences de parlementaires ce week-end.](#)

Notes et références :

* le financement de Cigéo est basé sur l'hypothèse d'un rendement (ou taux d'actualisation) des actifs dédiés aux provisions de 4,8 % par an (inflation comprise) pendant 144 ans, entre 2012 et 2156.

(1) Article MIRABEL LNE du 05/05/2014 « Cigéo / Bure Débat public 2013 : BILAN DE L'ARNAQUE », - <http://pandor.at/fr/democratie>

(2) Chronologie du processus d'autorisation pour l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, Projet Cigéo ([ici](#))

(3) <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-processus-d-evaluation-du-cout.html>

(4) [fiche phase pilote RSN/coordination BureStop](#)

(5) http://mirabel-lne.asso.fr/f/CP_proposition_loi_le_deaut_cigeo_bure_10112015.pdf

(6) http://pandor.at/p/fichiers/Article_eboulement_Bure_25022016.pdf

(7) [fiche WIPP RSN/coordination BureStop](#)

(8) [rapport du sénat n°594](#)